

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 16/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANNERIES ROUX

B.P 66
2 avenue Bruno Larat
26100 Romans-Sur-Isère

Référence : 20240912-RAP-DAEN0863
Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de la réalisation de deux actions nationales de contrôle portant sur :

- la mise en œuvre par les industriels de dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 concernant l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (« PFAS ») dans les rejets aqueux,
- la gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles, notamment en référence aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse (...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS. Après l'arrêt de sa rivière fin 2022, l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture et la finition).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Le site emploie environ 110 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale « AN24 PFAS »,
- Action nationale « AN24 Sobriété hydrique ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Cf. pages suivantes.

Les fiches de constats pages suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	(1) Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective (justificatifs à tenir à disposition)	3 mois
2	(2) Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)	3 mois
3	(3) Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Justificatifs à transmettre	3 mois
6	(6) Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)	4 mois
12	(12) Dispositions de l'arrêté d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, articles 4.1.1 et 4.1.3.2.1	Justificatifs à transmettre	3 mois
14	(14) Plan de sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 10 et annexe 1	Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	(4) Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
5	(5) Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
7	(7) Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
8	(8) Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
9	(9) Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
10	(10) Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
11	(11) Informations à la disposition de l'inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
13	(13) Dispositions départementales	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 10 et annexe 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur le site des Tanneries Roux concernant la recherche des PFAS et la gestion de l'eau en cas de sécheresse a montré que l'exploitant avait globalement mis en œuvre les dispositions prévues par les arrêtés ministériels applicables sur le sujet.

La visite a conduit l'inspection à formuler plusieurs demandes de précisions et certaines actions complémentaires sont nécessaires pour la pleine conformité aux dispositions contrôlées.

Enfin une justification complémentaire est sollicitée sur le respect des valeurs limites de rejet en chrome, après un suivi complémentaire réalisé « hors point de contrôle ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (1) Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2				
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS				
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation Article 2 <i>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »</i>				
Constats : L'exploitant a présenté la démarche mise en œuvre pour établir la liste des PFAS en réponse à l'article 2 de l'AM du 20/06/2023. La démarche suivie par l'exploitant est globalement la suivante : <ul style="list-style-type: none">• analyse des FDS des produits détenus / utilisés,• sollicitation des fournisseurs de produits afin de les interroger sur la présence de PFAS,*• analyse des quantités achetées depuis 2020 pour les produits identifiés,• analyses de la présence de PFAS dans les rejets. Cette analyse a conduit l'exploitant à identifier 5 produits contenant des PFAS				
Nom	PPE Bright Green A	AL-13-749	VF-2859	Teniguard-LE
Substance PFAS	CAS 79953-85-8	CAS 700-161-3	CAS 647-42-7	N°EC: 946-660-1
% (poids)	0,2020 %	0,0321 %	0,0002 %	20-35 %
Quantité achetée depuis 2020	570 kg	155 kg	5 kg	600 kg
quantité PFAS correspondante	1,1514 kg	0,049755 kg	0,00001 kg	120 à 210 kg
L'exploitant a ainsi identifié 4 substances liées à son activité contenant des PFAS, en quantité significative pour le Teniguard-LE à très faible pour le VF-2859 (10 mg).				

Ces substances complètent la liste des 20 PFAS obligatoires fixée par l'arrêté ministériel.

Observation/Demande n°1 : Il convient de noter que l'analyse des fiches de données de sécurité (FDS) ne permet pas d'établir avec certitude la liste des substances PFAS. En effet, ces dernières pouvant être présentes dans de faibles proportions (sans obligation d'affichage), il est nécessaire d'avoir l'information auprès des fournisseurs. L'exploitant doit s'assurer qu'il a pu obtenir une réponse de l'ensemble de ses fournisseurs afin de consolider les résultats de son analyse.

Observation/Demande n°2 : La liste des PFAS établie en application de l'article 1 de l'arrêté du 20 juin 2023 doit être mise à jour en tant que de besoin (évolution des connaissances et des produits utilisés) et être tenue à la disposition de l'inspection.

L'inspection a constaté sur les rapports d'analyse, que la liste des PFAS analysés est plus importante que la liste des 20 PFAS obligatoires fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

La liste plus complète des PFAS analysés a permis une recherche plus large de la présence de PFAS ce qui est positif, mais la constitution de cette liste complémentaire aurait pu faire l'objet d'une explication.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective (*justificatifs à tenir à disposition*)

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : (2) Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 20/06/2023

Article 3

« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
(...) »

Constats :

L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses sur les rejets de l'établissement entre fin 2023 et début 2024. Les campagnes de prélèvements effectués en application de l'arrêté ministériel ont été réalisées aux dates suivantes :

- campagne n°1 : 27/11/2023,
- campagne n°2 : 18/12/2023,
- campagne n°3 : 31/01/2024.

Les prélèvements ont été réalisés au point de rejet des eaux industrielles après traitement (sortie STEP).

L'exploitant a ainsi bien réalisé les 3 campagnes d'analyses demandées en application de l'arrêté ministériel, toutefois ces analyses n'ont pas porté sur les substances PFAS identifiées par l'exploitant lors de l'analyse des produits détenus et utilisés sur le site.

<p>Il apparaît ainsi nécessaire de programmer de nouvelles analyses portant a minima sur les autres substances PFAS identifiées. Par ailleurs, les résultats des analyses ayant mis en évidence la présence de PFAS, il conviendra de poursuivre les analyses sur les substances PFAS présentes dans les rejets (en concentration supérieure au seuil de détection).</p> <p>Non-conformité n°1 : L'exploitant programme dans les meilleurs délais 3 nouvelles campagnes d'analyses des substances PFAS en tenant compte des substances PFAS identifiées dans les produits détenus / utilisés sur l'établissement. Il n'apparaît pas nécessaire de rechercher à nouveau les PFAS qui n'ont pas été détectés lors des trois premières campagnes d'analyse.</p> <p>Observation/Demande n°3 : Dans le cadre de la recherche de la provenance des substances PFAS rejetées dans les effluents de l'établissement, l'exploitant réalise utilement des analyses complémentaires sur les eaux de forage ainsi qu'à des points de rejet intermédiaires du réseau interne de l'établissement, représentatifs de différents secteurs d'activité (l'objectif étant d'affiner autant que possible la recherche de l'origine des PFAS).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective (<i>justificatifs à transmettre</i>)
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : (3) Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée : Article 4 I. (...) « Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. (...) »</p>
<p>Constats : Pour la réalisation des analyses, l'exploitant a fait appel à la société TERANA qui a elle-même fait appel à la société SGS pour la réalisation des analyses.</p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports d'analyses. Le numéro d'accréditation COFRAC est spécifié dans les rapports (N°1-6125 pour les prélèvements et n°1-7302 pour les analyses). Après vérification ces numéros d'accréditation concernent tous les deux des agences de la société TERENA.</p> <p>Selon les bulletins d'analyses joints aux rapports, les analyses ont été réalisées par le laboratoire SGS d'Anvers. Le numéro d'accréditation COFRAC pour les analyses des substances PFAS n'est pas identifié.</p> <p>Observation/Demande n°4 : L'exploitant s'assure que le laboratoire SGS ayant effectué les analyses des 20 substances PFAS dispose bien d'un numéro d'accréditation COFRAC valable pour ces substances. Ce numéro est communiqué.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Justificatif à transmettre
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : (4) Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 « I. (...)» <i>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</i> <i>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</i> <i>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</i> (...) »
Constats : Au regard des éléments présentés par l'exploitant et des rapports d'analyses, les conditions fixées par l'arrêté ministériel pour les prélèvements ont été respectées. Ce point n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : (5) Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 « I. (...)» <i>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</i> <i>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</i> <i>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</i> (...) »
Constats : Les analyses ont porté sur les 20 PFAS obligatoires et certains PFAS complémentaires. La limite de quantification présentée par le laboratoire est inférieure ou égale à 100 ng/l pour les PFAS analysés et de 2 µg/l pour le paramètre AOF. Ce point n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : (6) Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4			
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF			
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 <i>« III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »</i>			
Constats : L'exploitant a transmis les résultats des 3 campagnes d'analyses des PFAS sous l'application GIDAF. Cette transmission a été réalisée dans les temps. Par contre, la transmission n'a pas été commentée, alors que les analyses ont mis en évidence la présence de PFAS dans les rejets. Comme évoqué sur les deux premières fiches de constats, il convient d'une part de réduire à la source les PFAS utilisés dans les produits détenus / utilisés et d'autre part identifier l'origine des PFAS mesurés lors des campagnes d'analyses. Compte-tenu de l'identification de PFAS dans le produit Teniguard-LE, en quantité notable, l'exploitant a pris la décision de supprimer l'utilisation de ce produit et de faire éliminer le stock résiduel. Les campagnes d'analyses ont toutefois été réalisées avant le retrait du produit du fait d'un défaut de communication avec les équipes de production, ce qui fait que le bénéfice de ce retrait n'est pas bien identifié. Il est à noter que les résultats ne sont pas complètement homogènes, avec une concentration sur la somme des PFAS égale à 0,31 µg/l sur la campagne de novembre, 0,71 µg/l sur la campagne de décembre et 1,90 µg/l sur la campagne de janvier. PFAS détectés en concentration supérieure au seuil de détection du laboratoire :			
PFAS obligatoires	Intervention 27-28/11/2023	Intervention 18-19/11/2023	Intervention 31/01-01/02/2024
Acide perfluorobutanoïque (PFBA)	/	0,04	0,04
Acide perfluorobutanesulfonique (PFBS)	0,07	0,14	/
Acide perfluoropentanesulfonique (PFPeS)	/	/	1,50
Autres PFAS	Intervention 27-28/11/2023	Intervention 18-19/11/2023	Intervention 31/01-01/02/2024
Perfluorobutanesulfonamide (PFBSA)	0,10	0,14	/
N-Methyl perfluorobutane sulfonyl amidoacetate (MePFBSAA)	0,14	0,39	0,32
Les volumes rejetés lors de ces contrôles (24 h), précisés par l'exploitant (absents des rapports), sont respectivement de 69 m ³ , 57 m ³ et 182 m ³ . Dans le cas le plus défavorable du dernier prélèvement, le flux journalier sur la somme des PFAS analysés est inférieure à 0,35 g (environ 0,28 g sur la somme des 20 PFAS). En dehors du retrait du produit Teniguard-LE, l'exploitant a prévu dans son plan d'actions la réalisation de nouvelles analyses sur les rejets, mais aussi sur l'eau de forage, afin d'identifier l'origine des PFAS rejetées.			

L'exploitant doit poursuivre ses recherches sur l'origine des PFAS mesurés sur son établissement. Des points de mesures complémentaires pourraient être envisagés.
Observation/Demande n°5 : L'exploitant met en place des actions visant à identifier l'origine des PFAS mesurés dans ses rejets et à réduire autant que possible les rejets associés. Il transmet sous 4 mois un résumé du résultat des actions mises en œuvres à cet effet et des actions encore programmées le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective (<i>justificatifs à transmettre</i>)
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : (7) Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Article 2</p> <p>« I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>[...]</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site des Tanneries Roux est situé à Romans-sur-Isère, commune située dans le secteur « Galaure – Drôme des Collines ».</p> <p>Lors de la visite, le site n'était pas concerné par un niveau de gravité de sécheresse, ce qui implique qu'aucune mesure n'était applicable. Le site est de plus concerné par une mesure d'exemption fixée à l'article 3 (cf. point de contrôle n°9).</p> <p>À noter que par arrêté du 26/08/2024, le secteur est passé au niveau « alerte » pour ce qui concerne les eaux superficielles et au niveau « vigilance » pour ce qui concerne les eaux souterraines. Le site ne prélève pas d'eaux superficielles.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont réalisés dans les « <i>Alluvions anciennes terrasses de Romans et de l'Isère</i> », considérées comme une nappe souterraine.</p> <p>Le personnel est dans tous les cas sensibilisé aux règles de bon usage et d'économie d'eau, sans affichage particulier. Les mesures d'économie d'eau mises en place ou prévues sont mentionnées dans le plan de sobriété hydrique de l'exploitant qui fait l'objet d'un point de contrôle ci-après.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : (8) Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : Arrêté du 30 juin 2023 Article 2 <i>« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</i> <i>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er. »</i>
Constats : L'exploitant n'étant pas soumis aux dispositions de l'article 2 (exemption prévue à l'article 3, cf. point de contrôle suivant), la détermination du volume de référence est sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : (9) Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Arrêté du 30 juin 2023 Article 3 <i>« Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : (...) 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023. »</i>
Constats : Les installations des Tanneries Roux sont exemptées des dispositions de l'article 2 dans la mesure où l'établissement est dans le cas prévu au 2° de l'article 3 : <i>« Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ».</i> En effet, la consommation d'eau a été très significativement réduite ces dernières années pour différentes raisons : baisse d'activité, mesures de réduction des consommations, cessation partielle d'activité (arrêt de l'activité de tannage / rivière). La diminution est à regarder en valeur absolue pour l'application du critère d'exemption.

<p>Au regard des informations communiquées par l'exploitant dans son PSH, on peut relever les baisses de consommation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> entre 2018 et 2023 : - 74 %, entre 2022 et 2023 : - 58 % (première année complète après l'arrêt de la rivière). <p>La baisse de la consommation est donc très supérieure au seuil minimal de 20 % fixé par l'arrêté ministériel pour être exempté des mesures fixées par l'article 2.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 10 : (10) Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 30 juin 2023 Article 2 <i>« IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. »</i></p>
<p>Constats : De la même manière, du fait de l'exemption prévue par l'article 3, l'exploitant n'est pas soumis aux obligations de déclaration en période de sécheresse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : (11) Informations à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Documents à disposition de l'IIC
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 30 juin 2023 Article 4 <i>« I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; (...) 5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ; 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018. (...) »</i></p>
<p>Constats : Bien qu'exempté des dispositions fixées par l'article 2 de l'arrêté ministériel, concernant notamment les mesures de réduction et d'information en cas de sécheresse, le site relève bien de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, du fait d'un prélèvement annuel supérieur à 10 000 m³ sur une installation classée relevant du régime de l'autorisation.</p>

L'exploitant est ainsi concerné par l'article 4 de l'arrêté ministériel, qui concerne les informations à tenir à disposition avec notamment celles mentionnées aux points 1°, 5° et 6° du I.

L'exploitant a présenté les enregistrements réalisés pour ce qui concerne les prélèvements et les rejets de l'établissement. Le PSH du site comporte le détail des prélèvements annuels depuis 2005.

Les volumes prélevés et les volumes rejetés sont relevés de manière journalière. L'exploitant dispose d'un fichier de suivi des consommations intermédiaires, mais ce dernier est incomplet. Des actions complémentaires sont nécessaires pour réaliser un bilan des consommations des différents ateliers du site.

Au titre de l'application de l'article 4 de l'arrêté ministériel, l'inspection considère qu'il n'apparaît pas nécessaire de disposer de la liste des améliorations et investissements réalisés permettant de justifier de la réduction des prélèvements d'eau à hauteur de 20 %, dans la mesure où l'arrêt de l'activité de tannage (rivière) à lui seul a conduit à une réduction de la consommation d'eau très supérieure.

Pour autant, la consommation restant significative, la justification de la performance des installations en matière de consommation d'eau reste indispensable pour justifier de l'exemption au titre de l'application de l'arrêté inter-préfectoral « cadre » du 7 avril 2023 (cf. point de contrôle sur le PSH).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : (12) Dispositions de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.1.1 et 4.1.3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des prélèvements

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 16/02/2012

Article 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
Eau souterraine	Nappe phréatique	100 000	60 m ³ /h	500 m ³ /j
Réseau public	ROMANS	5 000	30 m ³ /h	100 m ³ /j

Article 4.1.3.2.1 Réalisation et équipement de l'ouvrage

« (...) »

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. (...) »

Arrêté ministériel du 02/02/1998

Article 15

« Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'exploitant dispose d'un forage équipé d'un dispositif de mesure totalisateur relevé de manière journalière les jours d'exploitation des installations (du lundi au vendredi). Le registre est informatisé.

Du fait de l'évolution de l'activité, les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral sont très supérieures aux besoins de l'exploitant.

Sur l'année 2023, la consommation d'eau sur le réseau public (AEP) a été de 500 m³, la consommation d'eaux souterraines a été d'environ 18 100 m³.

Au-delà du niveau de performance des installations, la consommation d'eau est liée au niveau d'activité / de production. Les installations exploitées/autorisées permettent un niveau de production supérieur à celui observé ces deux dernières années. Il n'apparaît donc pas justifié de faire référence à ces deux dernières années (2023 et 2024) pour établir de nouvelles valeurs limites de prélèvements.

Pour autant, il apparaît justifié au regard des enjeux sur la gestion de la ressource en eau, d'adapter les prélèvements autorisés à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral, en application de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Dans un premier temps, il est demandé à l'exploitant de se positionner sur les niveaux de prélèvements susceptibles d'être atteints dans les conditions autorisées.

Observation/Demande n°6 : L'exploitant se positionne sous 3 mois sur les niveaux annuels de prélèvements susceptibles d'être atteints du fait de l'exploitation des installations (réseau public et eaux souterraines), en tenant compte de l'évolution des installations autorisées et de leur niveau de performance actuel et projeté dans le cadre de la mise en œuvre du plan de sobriété hydrique. L'exploitant se positionne également sur les débits maximums susceptibles d'être rejetés au point de rejet n°1 (eaux industriels).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Justificatif à transmettre

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : (13) Dispositions départementales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 10 et annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de restrictions – « Cas 3 »

Prescription contrôlée :

Arrêté inter-préfectoral « cadre » du 7 avril 2023 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme des bassins versants de la Galaure et de la Drôme des Collines.

Article 10 : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

« Pour les activités au titre V du Code de l'Environnement, Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et identifiés comme des préleveurs, les mesures d'alerte/restriction et de crise/interdiction de consommation d'eau et de rejets aqueux sont mises en œuvre par les dispositions identifiées en annexe 1 du présent arrêté sauf si des règlements individuels établissent des mesures de restriction spécifiques. En l'absence de disposition spécifique figurant à l'arrêté d'autorisation ICPE, les usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au process industriel ou ne sont pas indispensables à l'activité de l'installation relèvent des dispositions générales du présent arrêté. »

Annexe 1 : Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau

<p>Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels (...) dont les ICPE</p> <p>Cas des industriels et ICPE ne disposant pas d'un arrêté préfectoral portant une limitation des prélèvements d'eau</p> <p>Exception n°3 :</p> <p><i>« L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique) »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné sur le cas d'exemption n°3, s'engageant à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Compte-tenu de l'évolution récente de l'activité (arrêt du tannage / rivière), avec un impact très important sur la consommation en eau comme évoqué plus avant, l'exploitant ne dispose que d'une seule année pleine de référence (2023).</p> <p>L'exploitant dispose d'un PSH, la dernière version a été transmise après la visite. L'avis de l'inspection sur ce PSH est transmis dans la fiche de constats suivante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : (14) Plan de sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 10 et annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté inter-préfectoral « cadre » du 7 avril 2023</p> <p>(cf. point de contrôle n°13)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la dernière version de son PSH à l'occasion de la visite d'inspection (copie transmise ensuite).</p> <p>Il a été formulé certaines observations à cette occasion globalement reprises ci-après. Le PSH a été élaboré à partir du modèle mis à disposition par la DREAL sur son site Internet.</p> <p><u>* Connaissance des prélèvements</u></p> <p>L'exploitant a complété l'onglet « Diagnostic des consommations » à partir des informations à sa disposition sur les prélèvements et consommations d'eau sur le site.</p> <p>Sur l'année 2023, le prélèvement total en eau a été de 18 688 m³ (dont 500 m³ dans le réseau AEP). Les eaux prélevées sont globalement rejetées par l'établissement au point de rejet des eaux industrielles. Toute l'eau prélevée est toutefois considérée comme de la consommation dans la mesure où le milieu de rejet n'est pas le même que celui des prélèvements (rejet en Isère en sortie de la STEP urbaine de Romans).</p> <p>L'exploitant dispose de compteurs internes lui permettant d'avoir des précisions sur les consommations de certaines parties de l'installation. Toutefois, en dehors des compteurs situés en entrée et en sortie de la STEP interne, les informations sont partielles selon les informations communiquées et ne permettent pas une bonne analyse des consommations spécifiques, ni une alerte rapide en cas de dérive de consommation sur une partie du process.</p> <p>L'exploitant n'a pas élaboré de diagramme des flux d'eau permettant d'avoir une idée précise des consommations des différentes parties de l'installation et d'avoir une idée de la proportion d'eau consommée qui ne fait pas l'objet d'une surveillance.</p>

Observation/Demande n°7: Afin de pouvoir justifier d'une meilleure connaissance des consommations en eau sur les installations du site, l'exploitant précise les actions prévues concernant la mise en place de compteurs supplémentaires (action du PSH). Un diagramme des flux d'eau est utilement élaboré pour justifier du niveau de connaissance des flux et des incertitudes sur les consommations intermédiaires.

** Positionnement par rapport aux meilleurs techniques disponibles / à l'état de l'art du secteur*

L'exploitant a complété la partie relative au positionnement du site vis-à-vis de l'état de l'art. Néanmoins, pour ce qui concerne le secteur d'activité, il n'y a pas de meilleurs techniques disponibles partagées avec un référentiel précis.

L'installation ne relevant pas d'un classement IED, elle n'est pas soumise au BREF « TAN ». Ce dernier est dans tous les cas peu développé sur la partie économie d'eau (février 2013).

L'exploitant présente tout de même dans son PSH des actions correspondant à des meilleurs techniques disponibles qu'il identifie pour son secteur. Par exemple : volumes d'eau prélevés et rejetés contrôlés, compteurs relevés chaque jour, rinçage réalisé par lot dans des foudons fermés, modernisation des foudons de teinture (2010) pour un fonctionnement en bains court et optimisation des opérations de rinçage (réduites au minimum).

L'exploitant étudie les possibilités de réutilisation d'eaux usées pour certaines opérations (entretien de la STEP et des réseaux, bains de teinture). Le recyclage d'eau sur le site est actuellement très peu développé (point identifié par l'exploitant).

Observation/Demande n°8: L'exploitant doit développer les actions de réutilisation d'eaux usées et/ou d'eau de pluie sur son établissement, dans le cadre de la mise en place des meilleurs techniques disponibles.

** Indicateurs de production (consommation spécifique)*

L'exploitant dispose d'indicateurs de production. Dans le PSH, trois indicateurs sont présentés : comparaison au chiffre d'affaires, à la surface de cuir produit et au tonnage de peaux travaillées. Il n'existe pas de valeur de référence dans le secteur d'activité.

Du fait de l'évolution de l'activité, il n'est pas possible de comparer l'année 2023 aux années précédentes du fait de l'évolution de l'activité. Sur les années antérieures, on peut tout de même constater une évolution globalement favorable des différents indicateurs.

On peut aussi observer la difficulté à maintenir un niveau de performance élevé lors des années avec une faible production.

La consommation d'eau fait l'objet d'une surveillance comme l'indicateur de production. Mais il n'a pas été établi d'objectif. L'exploitant évoque l'intérêt de définir des indicateurs de production au niveau de certains ateliers afin d'affiner le suivi de la performance du site.

Observation/Demande n°9: L'exploitant précise dans le cadre de son PSH les indicateurs de production qu'il prévoit de suivre à l'échelle du site (en lien avec la consommation d'eau), ainsi que le cas échéant à l'échelle de certains ateliers (teinture, finition...).

** Détection des pertes dans les réseaux*

Une action de recherche de fuite est réalisée une fois par mois. La mise en place de compteurs supplémentaires doit permettre à l'exploitant d'améliorer ses actions de détection de pertes dans les réseaux.

Les réseaux font l'objet d'une surveillance périodique de leur état (prescription de l'arrêté).

** Actions de réduction engagées / prévues*

L'exploitant a présenté dans son PSH les principales actions mises en œuvre ou programmées pour réduire les consommations d'eau du site.

Les principales actions relativement récentes ayant conduit à une réduction importante des consommations concernent le changement des foudons (-30 % estimé) et le démantèlement de la

rivière (–40 % estimée).

Différentes actions sont mentionnées sur 2024 et 2025, devant permettre des réductions supplémentaires des consommations d'eau. Ces actions concernent notamment la modification des foulons (pour éviter les changements de lots), la mise en place de compteurs supplémentaires (et/ou avec télétransmission), la mise en place de sondes de niveau au finissage (asservissement à la coupure d'eau) et la réutilisation d'eau traitée pour le remouillage.

Un projet plus global est à l'étude pour la réutilisation d'eau usée traitée en sortie STEP.

Enfin, au regard de la nature de l'activité, il apparaît difficile pour l'exploitant d'identifier des mesures supplémentaires conjoncturelles (de réduction des consommations en fonction du niveau de gestion sécheresse). L'exploitant a identifié une possibilité de séquençage de la production afin de limiter la consommation en eau au niveau de la teinture. On peut également noter que le site ferme pour trois semaines environ en août.

En tenant compte des actions programmées sur 2024 / 2025, l'inspection des installations classées considère que le PSH de l'établissement permet bien de relever du cas d'exemption n°3, prévu par l'arrêté inter-préfectoral « cadre » du 7 avril 2023.

Il convient toutefois de répondre aux observations de l'inspection ci-avant et d'apporter des précisions sur le calendrier des actions programmées sur 2024/2025 d'après le PSH.

Observation/Demande n°10 : L'exploitant apporte une réponse sous 3 mois aux observations de l'inspection sur le contenu de son PSH. Plus globalement, l'exploitant apporte des précisions sur les suites données aux actions d'amélioration planifiées sur 2024 et celles programmées ensuite. Le PSH fait l'objet d'une mise à jour régulière tenant compte des précisions et améliorations proposées et mises en œuvre.

À ce stade il n'est pas proposé un encadrement par arrêté des mesures de gestion de la consommation en eau (pérennes et conjoncturelles), le plan d'action concernant la réutilisation des eaux usées n'étant en particulier pas suffisamment avancé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective (*justificatifs à transmettre*)

Proposition de délais : 3 mois

VLE Chrome

Un point complémentaire a été réalisé concernant une non-conformité en cours sur le respect des valeurs limites de rejet sur les effluents industriels. Des écarts persistent, en particulier sur le chrome.

L'inspection des installations classées a souhaité savoir quelles actions étaient en cours pour remédier à ces dépassements de manière pérenne. À défaut une suite administrative pourrait être proposée.

L'exploitant a confirmé qu'il continuait à travailler activement sur la mise en conformité des rejets après l'arrêt de la rivière, qui a modifié la nature des rejets et le pilotage de la STEP (bien que cela ait conduit globalement à régler certains problèmes).

L'exploitant a transmis une proposition de traitement d'un prestataire qu'il a sollicité pour mettre au point une solution adaptée aux effluents de la tannerie (pour le chrome). Des essais en « Jars test » ont été réalisés.

Observation/Demande n°11 : L'exploitant précise sous 1 mois les actions retenues après réception de l'offre datée du 03/07/2024 concernant l'amélioration du traitement de la STEP du site pour ce qui concerne le chrome.